



La mobilisation du monde agricole met en lumière un scandale. D'un côté, de plus en plus de paysans et de paysannes ne vivent plus de leur travail. De l'autre, les prix de l'alimentation explosent et les salariés sont toujours plus nombreux à être en difficulté pour manger correctement. Pourquoi ? Parce que les richesses sont captées par la finance, les multinationales de l'agroalimentaire et par la grande distribution dont les marges atteignent des records. Ce sont les mêmes, les patrons de l'agroalimentaire et les patrons de la grande distribution, qui s'allient pour tirer vers le bas la rémunération des agriculteurs et qui exploitent leurs salariés.

Le mouvement des agriculteurs et agricultrices en colère doit permettre une revalorisation du travail. Rappelons-nous : durant le Covid, les métiers d'utilité publique ont été applaudis : paysan·nes, personnel soignant, éboueurs, routiers, caissières, enseignants. Où en sommes-nous aujourd'hui pour ces travailleuses et travailleurs ? Toujours plus de difficultés à se loger, se nourrir, vivre correctement !

Sans parler d'une réforme des retraites injuste et inique, pour laquelle les paysannes et paysans se sont mobilisés aux côtés des salariés en ravitaillant avec les produits des fermes pour « nourrir la lutte ».

De plus en plus de Français et de Françaises aspirent à manger une nourriture de qualité mais n'en ont pas les moyens. De plus en plus de paysans aspirent à transformer leur façon de produire en adoptant des pratiques agro écologiques mais ne disposent pas du soutien suffisant pour réaliser cette transition coûteuse.

Augmentons les salaires et revalorisons le travail, remettons à plat la répartition des subventions et révisons en profondeur le modèle agricole, voilà les chantiers qu'il faut ouvrir pour permettre à chacune et chacun de vivre de son travail et de consommer une alimentation de qualité produite en proximité !

Autre actualité :L'affaire Neymar

Été 2017 : G. Darmanin est alors ministre des Comptes publics et son directeur de Cabinet est un certain J.Fournel, futur directeur général de la DGFIP et plus récemment nouveau directeur de cabinet de B. Lemaire. Le 4 janvier 2024, Médiapart révèle que le PSG, sur les conseils du Ministre et les recherches de son directeur de cabinet, s'est vu... par rescrits... et en totale contradiction avec les jurisprudences de l'époque, dispensé de régler l'impôt et les cotisations sociales afférents à cette « indemnité »...

Cela représente un manque à gagner pour l'état évalué à 64 millions d'euros fourchette basse.

Alors oui, Monsieur Neymar Da Silva a certainement acquitté sa contribution fiscale au cours des 7 années passées en France, mais comme tout un chacun non ?

Est-ce vraiment le rôle des hiérarques du ministère des Finances d'être les conseils en défiscalisation d'un club de football? Le président Macron se plaît à nous faire des soirées de morale mais ce n'est pas dans les services « de base » que les perquisitions ont eu lieu mais bien dans les bureaux du ministère le 15 janvier dernier.

Outre ces infos footballistiques, il faut mettre ces montants en perspective :

- Avec S. Guerini annonçant une année blanche pour la revalorisation salariale des fonctionnaire ;
- Avec la négociation sur l'Égalité au ministère des Finances : 3 millions d'euros proposés pour atteindre l'égalité salariale femmes/hommes quand nous estimons le besoin à 224 millions d'euros ;
- Avec les propositions indemnitaires miséreuses pour les 94 000 agents de la direction des finances publiques qui assument depuis des années une grande part des suppressions d'emplois dans la fonction publique.

Public: [Infos / actions](#)

[CAP B](#)

[Titularisation](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank